

la lettre eau

Mars 1996 - N° 1



Revue du réseau eau de France Nature Environnement
Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature

EDITO

Pour une eau vivante : le retour du citoyen !

«Depuis de nombreuses années, la politique de l'eau est devenue une préoccupation majeure pour un grand nombre de nos concitoyens».

C'est par cette phrase que commence le rapport d'information n°2342, présenté par Monsieur AMBROISE GUELLEC, devant la commission de la production et des échanges de l'Assemblée Nationale traitant du prix de l'eau, qui, selon l'auteur, risque «l'explosion». Le mot préoccupation, utilisé à plusieurs reprises pour traduire l'état d'esprit des français, apparaît bien faible, compte tenu du scepticisme général, résultant, d'une part, des affaires troubles se développant autour de la distribution de l'eau potable, et, d'autre part, de la dégradation générale et continue des milieux aquatiques, des eaux de surface et des nappes. En Bretagne, (l'exemple qu'il ne faut pas suivre en matière de pollution des eaux) les nitrates et les pesticides atteignent des concentrations particulièrement élevées, et nombreux sont les habitants qui consomment une eau dépassant les normes. Ce qui se passe aujourd'hui avait été annoncé, il y a 20 ans déjà, mais, de promesses en promesses, et de déclarations volontaristes en déclarations volontaristes, seule l'écume des choses avait été soulevée. Quelques colloques avaient été organisés sur le thème de l'élevage, de l'épandage des lisiers, et sur la protection de l'eau. Une commission du comité de bassin Loire-Bretagne était même partie, en mission d'étude, observer les dispositifs de traitement des lisiers à l'étranger. Malgré toute cette agitation, la pollution avait continué de progresser et avait fini par se manifester puissamment dans la mer, sous forme de «marées vertes» ; il est vrai que les acteurs responsables de cette situation ne marchaient pas tous dans la même direction.

C'est pour ne pas aller dans «le mur», mais on y était déjà, qu'en 1990 le plan «Bretagne, Eau pure» fut lancé conjointement par la région Bretagne, les départements, l'Etat et l'Agence de l'Eau. D'un montant de 1,3 milliard de francs, étalé sur sept ans, et financé par des fonds publics, ce plan fut décrit en 1994 dans un rapport administratif comme un fiasco, la question de la bonne utilisation des fonds fut posée, mais l'argent de l'eau impure n'a pas d'odeur. («Bretagne, Eau pure» aura les honneurs du Canard Enchaîné et sera présenté dans un dossier grinçant, traitant de l'agriculture et consacré aux «Péquenocrates»).

La suite, c'est «Bretagne, eau pure, n°2», car en ce début de 1996 un nouveau programme a été signé en présence de Madame LEPAGE, Ministre de l'Environnement. Un plan de plus contre les nitrates et les pesticides, c'est toujours 7 ans de gagnés ! Aux concitoyens de payer, aux malins d'empocher ! Et cela dure depuis des décennies, un peu partout en France.

Plutôt que «préoccupation majeure» c'est l'inquiétude et le doute qu'il faudrait évoquer à propos de la politique de l'eau. Doute sur l'aptitude des différentes structures, administratives, politiques et professionnelles, à résoudre des problèmes pourtant bien identifiés. Inquiétude pour l'avenir proche des générations futures, qui vont hériter d'une situation détestable dont elles diront qu'elles ne sont pas responsables, mais qu'elles devront quand même assumer. Quand la démocratie patine, et que, sur un sujet, elle vole d'échec en échec, alors vient le temps pour le citoyen de prendre ses responsabilités et d'être acteur. C'est pour cette raison que beaucoup de nos concitoyens s'organisent eux mêmes dans des structures associatives pour résoudre des problèmes non traités efficacement par les institutions. C'est cette démarche qui est poursuivie par les militants des associations fédérées par France Nature Environnement qui, aujourd'hui, se regroupent en un «réseau eau» (inter-associatifs) couvrant le territoire national et fort de plusieurs centaines de spécialistes.

«La lettre eau» dont vous recevez le premier numéro est *La lettre du réseau Eau* de France Nature Environnement. Elle est d'information technique, plutôt critique, et a pour objectif de mettre à nu les dérives de la politique de l'eau du local au national. Aujourd'hui, trois thèmes d'actualité sont traités, au travers d'exemples locaux, le devenir des zones humides, l'avenir des poissons migrateurs et la destruction des fleuves.

Bernard ROUSSEAU

Responsable du réseau eau

En charge des politiques eau de F.N.E.



Depuis des siècles, les zones humides, les marais, les parties de sol gorgées d'eau, ont été considérées comme nuisantes, insalubres, inutiles, et de ce fait devaient être supprimées. Au cours du temps, les différentes politiques d'aménagement du territoire ont organisé d'une manière systématique leur assèchement. Aujourd'hui, après une réduction importante de la surface des zones humides, on découvre, avec étonnement pour certains, qu'elles avaient des vertus cachées. Ce sont des zones de stockages des eaux d'hiver. Bien utilisées, elles peuvent contribuer à affaiblir les crues, ou encore elles soutiennent les étiages des rivières en périodes estivales. Elles ont un pouvoir épurateur de l'eau très puissant, ce sont des stations d'épuration très performantes et surtout gratuites. Enfin ce sont des réserves de faune et de flore remarquables, les supprimer revient à réduire la diversité biologique, résultat catastrophique dans un monde de plus en plus artificiel.

Aujourd'hui les politiques européennes vont dans le sens de la préservation et de la reconquête des zones humides. En France, après le rapport du Préfet Paul BERNARD sur la protection des zones humides, et la loi sur l'eau de 1992, le mouvement est lancé. Mais, au niveau local, après des siècles de course à la prime à l'assèchement, le processus se bloque. Sur le terrain, les règles et les idées anciennes, dotées de la force des moyens techniques nouveaux, continuent de simplifier le monde, pour des bénéfices à court terme, mais au préjudice de tous. Le Marais Poitevin, la venise Verte, zone humide internationale en principe protégée, se réduit comme peau de chagrin malgré les orientations nouvelles. Pourquoi ? Comment ? A ces questions Yves LE QUELLEC tente de répondre.

Dans le Marais : on noie la loi !

Le débat autour de la gestion de l'eau dans le Marais Poitevin est actuellement l'occasion d'une tentative d'affaiblissement, voire de remise en cause, de dispositions essentielles de la Loi sur l'Eau de janvier 1992.

Jeux d'acteurs

Ce nouvel épisode de l'histoire conflictuelle du Marais met en scène des acteurs que l'on peut aisément identifier :

- **le G5** : le territoire du Marais Poitevin (96 000 ha) est écartelé entre trois départements (Deux-Sèvres, Charente-Maritime, Vendée) et deux régions (Pays de la Loire, Poitou-Charentes). Sont donc intéressés au premier chef MM. Dulait, Belot, de Villiers, présidents des Conseils Généraux ; MM. Guichard et Raffarin, présidents des Conseils Régionaux. Ceux-ci ont constitué, pour les grandes questions relatives au Marais, un groupe informel de pilotage, dénommé par eux le G5.

- **les syndicats de marais** : hérités de l'histoire du marais depuis le 17^e siècle, ces organismes représentatifs de la seule propriété foncière (au nombre d'une quarantaine) ont toujours manifesté un grand souci d'indépendance, d'où une insuffisance de coordination ou même de simple concertation dans leurs actions. Cet aspect explique, par exemple, leur rejet clairement exprimé de la structure Parc Naturel Régional, considérée comme inutile et concurrentielle. Il faut souligner le caractère archaïque de ces syndicats, agissant de par leurs objectifs statutaires, dans le seul sens de l'assèchement, et fonctionnant sur un mode totalement anti-démocratique (le vote censitaire demeure la règle).

- **les organismes de coopération des collectivités territoriales** (syndicats mixtes ou intercommunaux à vocation hydraulique) : la lente





émergence - bon gré mal gré - de la notion de bassin, et l'impossibilité dans laquelle se sont trouvés les propriétaires de financer de gros travaux d'entretien ou d'aménagement, ont amené, au cours de ce siècle, la constitution d'organismes à la compétence territoriale élargie par rapport aux syndicats de marais. Plusieurs syndicats mixtes d'hydraulique ont été ainsi créés dans les années 1980, venant se superposer par sous-bassin aux anciennes structures, tout en apportant de nouveaux financements de source publique (régions, départements, communes).

C'est le cas de l'Institution interdépartementale du bassin de la Sèvre Niortaise, regroupant les trois départements (Deux-Sèvres, Charente-Maritime et Vendée), et finançant les projets d'aménagements de ce fleuve, sous la pression des syndicats de marais.

-Le Parc Naturel Régional du Marais Poitevin : cet organisme, créé en 1979, est sur la sellette depuis la suspension de son label en 1991 par le Ministre de l'Environnement de l'époque, Brice Lalonde.

L'échec de cet organisme est patent, au point qu'il achève actuellement son agonie dans une indifférence à peu près totale. L'analyse de l'évolution des modes d'occupation des sols, depuis sa création, révèle une perte considérable des milieux d'intérêt biologique majeur. La régression des superficies en prairies naturelles humides est de l'ordre des 3/4, tandis que l'assèchement généralisé se poursuit chaque année un peu plus.

... et enjeux contradictoires

Les enjeux majeurs de la gestion de l'eau dans cette région trouvent leur traduction dans le conflit exacerbé qui oppose défenseurs de l'environnement et tenants de l'agriculture intensive.

Ces derniers sont présents à la fois dans le Marais, où ils ont obtenu la mise en oeuvre de vastes programmes d'hydraulique agricole favorisant le labour des prairies naturelles humides et leur mise en culture, et dans les plaines bordières, où l'irrigation des cultures par prélèvements dans les rivières et dans les aquifères a connu un développement considérable, contribuant également à l'assèchement du marais.

La rénovation ratée du Parc Naturel Régional

La suspension du label Parc Naturel Régional en 1991 a suscité dans un premier temps une réaction du Conseil Régional Poitou-Charentes et la constitution du G 5. La présidence du syndicat mixte du Parc a alors été confiée

à un Conseiller Régional Poitou-Charentes (M. de La Martinière), lequel lança aussitôt une vaste concertation, qualifiée d'«Etats-Généraux du Marais». La procédure a malheureusement été rapidement interrompue.

Toutefois, en mai 1994, un premier projet de charte était diffusé. Ce document portait une réelle attention à la question de l'eau et pointait un certain nombre d'idées et de notions capitales :

- interdépendance marais - bassin versant ;
- existence d'intérêts autres que purement agricoles.

Pour arrêter les principes de gestion des eaux, le texte préconisait de lancer une procédure de S.A.G.E (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) concernant l'ensemble du marais et du bassin versant (environ 6100 km²), conformément à la Loi sur l'Eau de 1992. Les finalités suivantes étaient mises en avant :

- maintenir la richesse et la diversité biologiques ;
- favoriser l'évolution des activités économiques vers une meilleure adaptation aux conditions initiales ;
- faire jouer à la zone humide son rôle de réservoir ;
- accepter les crues dans les parties les plus basses comme un phénomène normal ;
- conserver ou reconquérir une surface de la zone d'expansion des crues adaptée au bon fonctionnement de la zone.

Le caractère novateur - mais pleinement nécessaire - de ces idées conduisit immédiatement à une crispation des relations internes au G 5, la Vendée et la Charente-Maritime s'opposant fermement au texte sur trois points jugés inacceptables :

- un plan de référence contradictoire avec certains projets d'infrastructures routières (dont l'autoroute Nantes-Niort) ;
- la mise en avant des prairies naturelles humides comme indicateur de la richesse biocénétique du marais ;
- les idées développées sur la gestion de l'eau.

Compte tenu du blocage de la négociation, M. de La Martinière démissionnait en octobre 1994.

Le travail autour de la charte du PNR fut immédiatement repris en main par M. Dulait, président du Conseil Général des Deux-Sèvres, avec l'appui d'un chargé de mission délégué par le Président du Conseil Régional Poitou-Charentes.

Dès lors, une suite d'amendements vint considérablement affaiblir le texte initial, le vidant de tout ce qui pouvait être source de difficultés, pour constituer en fin de parcours un projet totalement laxiste. Enfin, la consultation des communes en vue de leur adhésion a livré un périmètre d'application incohérent, affecté d'énormes «trous» qui rendent illusoire toute idée d'action un tant soit peu concertée et intéressante.

Un SAGE unique interrégional, ou un vrai-faux SDAGE dans le SDAGE ?

Parallèlement, depuis 1993, le Comité de Bassin Loire-Bretagne planchait sur le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux), élaborant des principes minimaux à prendre en compte dans la délimitation et l'approbation des SAGE.

En juillet 1994, étaient publiées les premières orientations du Comité de Bassin pour le SDAGE. On y trouvait les deux préconisations générales suivantes :

- 1 - le bassin versant d'un fleuve côtier doit être inclus en totalité dans un seul périmètre de SAGE.
- 2 - une zone humide doit être incluse en totalité dans le périmètre d'un seul SAGE.

Le projet de SAGE Marais Poitevin était d'ailleurs indiqué comme prioritaire. Toutefois, le périmètre publié dans le même document ne respectait pas l'une des préconisations citées, puisque le bassin amont du Lay était exclu du périmètre de SAGE. On apprendra plus tard que des pressions locales avaient conduit en MAI 1994 à cette aberration.

Dans la phase de consultation, de nombreux avis ne manquèrent pas de dénoncer cette anomalie : ceux des associations d'environnement bien sûr, mais aussi ceux émanant de la Préfecture de Région Poitou-Charentes, de la

Préfecture des Deux-Sèvres, du C.E.S.R. Pays de Loire, de la Ville de Niort, et de la Direction départementale des Affaires Maritimes de Charente-Maritime.

Il faut bien considérer en effet que l'ensemble des eaux du bassin versant, y compris celle du bassin du Lay, aboutissent dans la Baie de l'Aiguillon et dans le Pertuis Breton.

Dans cette affaire, l'attention de la plupart des intervenants se trouva de fait focalisée sur le respect du principe n° 1, le second ne semblant pas devoir être attaqué.

Pourtant, dès cette époque, l'idée d'un abandon du SAGE unique interrégional, au profit d'un découpage en trois SAGE différenciés, commençait à apparaître au niveau du G 5.

En mars 1995, la nouvelle mouture du projet de charte du P.N.R. confirmait implicitement la réalité de cette hypothèse, à laquelle le Ministère de l'Environnement de l'époque (M. Barnier) s'était déjà déclaré «non opposé»... Pour sortir du blocage des négociations autour du P.N.R., il avait suffi de reculer sur l'essentiel !

Le 19 mai 1995, le découpage envisagé était présenté devant la Commission géographique du SDAGE :

- un SAGE bassin de la Vendée amont
- un SAGE bassin du Lay dans sa totalité
- un SAGE Sèvre niortaise - Marais Poitevin (la Sèvre et ses affluents, dont la Vendée dans son cours aval)
- plus un SAGE GLOBAL, encore appelé SUR SAGE (!) destiné à la coordination de l'ensemble.

Selon les documents mêmes qui ont été soumis à la Commission, ce dispositif «présente le grave inconvénient de partager la baie de l'Aiguillon en deux». D'autre part, le SAGE GLOBAL n'ayant aucune assise juridique, il s'agirait en fait d'une «commission ne pouvant donner que des avis consultatifs».



La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 : SDAGE et SAGE

La période de sécheresse de 1989 à 1991, au cours de laquelle les problèmes de pollution des eaux et les conflits d'usage s'étaient révélés d'une manière particulièrement aiguë, avait conduit le législateur à mettre en chantier une nouvelle loi sur l'eau. Elle fut promulguée le 3 janvier 1992, et stipule dans son article premier que «L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général...».

L'article 2 précise, que les dispositions de cette loi ont pour objet une gestion équilibrée de la ressource en eau afin d'assurer la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides (on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hydrophiles pendant au moins une partie de l'année).

Cette nouvelle loi, qui fait référence au respect des équilibres naturels, a également créé, dans ses articles 3 et 5, deux outils de planification de la gestion des eaux : SDAGE et SAGE.

L'un global : le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (le SDAGE) dont l'objectif est d'introduire une cohérence entre les différentes actions à l'échelle du Bassin. Par exemple, si une orientation du SDAGE est la protection du saumon, alors les différents projets en des lieux différents devront permettre les migrations de cette espèce et sa reproduction. De même, si le SDAGE a pour priorité la lutte contre l'eutrophisation, alors les stations d'épuration devront éliminer le phosphore avec tel degré d'efficacité. Le SDAGE est un outil de planification de la gestion de l'eau dont la fonction est de même nature que celle d'un SDAU pour l'urbanisme.

Le Comité de Bassin, constitué par la réunion des différents acteurs concernés par la gestion de l'eau, élabore le SDAGE qui fixe donc les grandes orientations d'actions. Il n'aura pas d'effets directs sur les acteurs privés, mais il s'imposera aux décideurs publics :

Le SAGE, Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (comparable à un POS), est un outil d'action locale correspondant à une unité hydrographique ou à un système aquifère. Il sera élaboré par la «commission locale de l'eau» constituée par les acteurs locaux concernés, dans laquelle les collectivités territoriales devront fortement s'impliquer. Le SAGE couvre une surface inférieure à celle du SDAGE, il doit définir, à l'échelle d'un bassin versant, les règles en matière de gestion et de répartition des usages de l'eau ainsi que les exigences de protection à satisfaire. Le schéma doit également énoncer les priorités d'action ainsi que les moyens économiques et financiers nécessaires. Les contenus des SAGE devront être en tous points conformes aux orientations du SDAGE.



La Commission Géographique - après des discussions houleuses au cours desquelles les arguments techniques des représentants des associations d'environnement ne furent pas sérieusement contredits - approuva le projet. Car cette idée de SAGE GLOBAL (pourtant peu réaliste et entachée d'illégalité) avait été mise au point un mois auparavant, au cours d'une réunion du G 5, à laquelle avait été associé le préfet coordinateur (Région Poitou-Charentes), selon une information parue dans la presse régionale.

Présenté en avril comme acquis, le découpage devait donc passer en force devant la commission géographique le 19 mai ! Il n'y fut défendu que par le Directeur de l'Agence de l'Eau, et par le DIREN Poitou-Charentes.

Les propos du DIREN, tels qu'ils sont reproduits dans le compte rendu, laissent songeurs : il souligne que « n'est illégal que ce qui est interdit par la loi, et que la cohérence souhaitée semble suffisamment garantie par le passage devant divers verrous de sécurité (Comité de Bassin, Etat) ».

Or, la manoeuvre autorise aujourd'hui un jeu subtil - mais surtout pervers - au seul bénéfice du G 5 : celui-ci, dans sa présentation du projet de Charte du P.N.R., s'exonère de toute responsabilité dans le domaine de l'eau, compétence régalienne de l'Etat. S'agissant de la mise en oeuvre de la Loi sur l'Eau, on explique donc localement que l'Etat a « décidé » de découper en TROIS SAGE le Marais Poitevin et son bassin versant, et l'on fait croire que le G 5 n'y est pour rien, et n'y peut rien !

Quant au Parc, instance de niveau régional, il découle de ce qui précède que la question de l'eau ne saurait en aucune manière relever de sa compétence.

De recul en recul, on constate que certains acteurs n'hésitent pas à pousser l'idée du rétablissement d'un faux-semblant de P.N.R. sur un territoire très restrictif, avec, en prime, une application pervertie de la Loi sur l'Eau.

Les associations, qui, depuis de longues années, agissent pour que les politiques d'aménagement à l'oeuvre dans le Marais Poitevin soient réorientées, pour que se mettent en place les conditions d'un développement durable et que cessent les destructions massives d'espaces remarquables, ne peuvent qu'être sévères dans leur appréciation de projets qui ne traduisent que l'absence de toute intention de réforme, de tout objectif de cohérence sur le plan de la gestion de l'eau, l'absence enfin de tout engagement environnemental sincère.

Le lobby anti-européen en action

Il est clair que le G 5 ne recherche dans cette affaire que les moyens d'utiliser la Commission Européenne : celle-ci a en effet accepté l'éligibilité du Marais Poitevin aux fonds structurels (dans le cadre de l'Objectif 5 B) sous réserve de la mise en place d'outils de coordination à l'échelle de l'ensemble de

la zone. Or, les élus refusent de laisser le P.N.R. jouer le rôle qui devrait naturellement être le sien : celui de pilote des actions financées par les fonds européens. Ceux-ci alimenteront donc essentiellement les structures de coopération concurrentes du Parc, sans aucun programme d'ensemble.

L'embarras du Ministre de l'Environnement apparaît dans son absence de réaction. Les décisions sont reportées de mois en mois. Or, voici maintenant que le lobby des syndicats de marais et de l'agriculture intensive s'organise pour faire relayer ses intérêts par des proches de Philippe de Villiers.

Alors que le cinquième programme environnemental de l'Union Européenne fait des zones humides une priorité, c'est en effet le vendéen Dominique Souchet, député européen et vice-président du groupe Europe des Nations, et son co-listier Edouard des Places, qui seront prochainement les rapporteurs au Parlement Européen d'un document de synthèse sur cette question. Le 19 février dernier, au cours d'une réunion organisée à Luçon, ils viennent d'exposer leurs conclusions devant un aréopage composé essentiellement d'élus et de responsables agricoles du Marais Poitevin : ils recommandent surtout de conforter les pouvoirs et les moyens des sociétés de propriétaires et s'élèvent à l'avance contre la perspective de directives contraignantes. Pour eux, la notion de zone humide est trop vague et recouvre des territoires trop dissemblables pour faire l'objet de décisions et de textes généraux.

Cette alliance entre les représentants de pouvoirs qui ont tous fait la preuve de leur absence de volonté d'action pour le Marais Poitevin ne demande qu'à s'élargir. Des responsables de syndicats d'autres régions s'y sont déjà associés. L'opération mérite d'être surveillée de près : d'évidence, l'objectif vise à contrer les initiatives européennes et nationales en cours de préparation pour la conservation des zones humides.

Yves LE QUELLEC,

*Président de la Coordination pour la défense du Marais Poitevin
(Mars 1996)*

Le bas des Eaux

85420 LE MAZEAU

Tél-Fax : 51 52 96 26



En mars 1993, François COHENDET, vétérinaire, soutient sa thèse dans laquelle il étudie les raisons de la disparition du Saumon atlantique (*Salmo salar*) dans le bassin de la Loire. De multiples causes sont identifiées et, en particulier, les obstacles à sa migration, aussi bien pour la descente vers la mer des jeunes saumons, que pour la remontée des adultes vers leurs zones de reproduction. La construction de barrages sur les rivières est la cause principale et initiale de la réduction de l'abondance de cette espèce. Ainsi est mise en évidence une corrélation forte entre le nombre de captures et la réduction de la surface des frayères accessibles. Ceci n'étant pas une surprise, car une espèce qui ne peut plus se reproduire, ne peut que disparaître. Toutefois il est nécessaire de rappeler ces choses, car de nombreux acteurs essaient de se dédouaner de leurs responsabilités en évoquant celles des autres. Restaurer l'espèce saumon implique de prendre différentes mesures dont l'effacement des obstacles à la migration est le préalable. C'est dans ce contexte que se situe l'effacement du barrage de Maisons-Rouges sur la Vienne. Une culture Loire saumon, c'est bon, c'est nécessaire pour tout décideur, même Président du Sénat.



Plan Loire : Juppé allume la mèche...écologiste

Au cours de ces dix dernières années, les associations écologistes du bassin de la Loire, regroupées au sein du comité «Loire-Vivante» ont mené une lutte acharnée pour préserver de l'aménagement le dernier grand fleuve européen qui présente encore certaines caractéristiques naturelles.

Le programme d'aménagement de la Loire, évalué à trois milliards de francs, financé par des fonds publics, avait trouvé, en la personne du député Jean ROYER, un ardent défenseur, il était à cette époque maire de Tours et surtout président du plus grand syndicat d'aménagement de cours d'eau de France : «l'E.P.A.L.A.».

Barrages, digues, béton à tous les étages dans les zones inondables, tel était le credo du programme d'aménagement de la Loire, dont Jean ROYER s'était

fait le promoteur. Ainsi le chantre du petit commerce, le défenseur de la petite surface, allait transformer le bassin de la Loire en un supermarché du béton et pourquoi pas en un «terrain de jeux» pour les entreprises de travaux publics : inacceptable pour les associations de protection de «ce qui reste» de la nature.

Le conflit s'était radicalisé, était devenu brutal en Haute Loire, s'était propagé d'un bout à l'autre du bassin, et avait fini par susciter des inquiétudes pour la Loire dans des pays aussi éloignés que les Etats-Unis ou le Japon. Un nombre considérable d'articles de presse furent publiés, des films furent réalisés, et de nombreux soutiens affluèrent à «Loire Vivante».

L'engouement pour la défense de la Loire fut tel que le lobby pro-barrages en fut fort affecté, parlant même, du côté des Côteaux de Gascogne : «de la Loire, cette boîte de pandore, dont il ne faut surtout pas soulever le couvercle».

Mais le plus grand mérite du conflit Loire fut de susciter des débats qui étaient enfouis sous des tonnes de bonne conscience et les discours dominants de ceux dont l'intérêt financier était directement en cause. Les barrages apparurent pour ce qu'ils étaient, des aménagements perturbateurs des fleuves, et pas seulement pour les petits et les grands poissons, mais aussi pour les hommes, parfois privés d'eau potable à la suite de vidanges, le plus souvent catastrophiques. Et même le verbe ensorceleur de Jean ROYER ne put changer cette réalité sur les barrages de Villerest et de Grangent sur la Loire entre Roanne et Saint-Etienne.

Malgré les millions de francs investis en études, ces deux barrages restent ce qu'ils sont, l'un un immense bouillon de culture en été où la baignade est interdite, l'autre un profond cloaque qu'il faudra bien un jour vidanger d'où l'inquiétude des autorités. Quant à la construction dans les zones inondables, sujet d'actualité, le mérite de la dénonciation des contradictions des aménageurs (qui agitaient le spectre des inondations catastrophiques, tout en urbanisant dans le lit du fleuve) revient bien aux pionniers associatifs qui très tôt ont démonté publiquement cette contradiction, ce qui permet à l'Etat aujourd'hui de prendre dans les zones inondables des mesures réglementaires plus satisfaisantes que par le passé.

C'est dans cette situation de blocage et de tension extrême que Michel BARNIER, Ministre de l'Environnement, après consultation des différentes parties prenantes, et un tour de bassin qui dura plus de six mois, élaborait le plan Loire «Grandeur Nature». Celui-ci fut présenté à Paris le 4 janvier 1994, lors d'une conférence de presse, par le ministre lui-même, qui à cette occasion, apparut habile communicateur. Cela fut souligné, mais le ministre à cette époque ne l'apprécia guère ; toutefois la continuité de son appartenance au gouvernement ne contredit pas le jugement porté, et mieux même, la défense du plan Loire, aujourd'hui attaqué, nécessite solidarité et habileté, et pas seulement au niveau de la communication publique.

Loin d'être parfait, le plan Loire résultait d'un compromis, et tout en comportant certaines zones d'ombres, il était novateur sur un nombre de points ; entre autres, le contrôle de l'urbanisation des zones inondables, et le démantèlement de deux barrages. Le plan avait eu pour effet d'atténuer le conflit (probablement l'objectif poursuivi par son promoteur), certaines

associations s'étant investies dans les parties les plus positives, et en particulier dans le démantèlement d'un barrage E.D.F. sur la Vienne : Maisons-Rouges. Cet ouvrage de petite hauteur, en fin de concession, mal assuré sur ses jambes, est un véritable verrou s'opposant au passage des poissons migrateurs ; son démantèlement était porteur d'une double symbolique :

- d'une part, donner du crédit au plan «migrateurs» du Conseil Supérieur de la Pêche (pour une fois le saumon n'allait pas être la victime désignée de la négociation sociale) ;

- d'autre part, montrer que la société était capable d'aller de l'avant, en supprimant un ouvrage devenu inutile, comme elle ose le faire aujourd'hui avec certaines habitations collectives, devenues problématiques.

Ces deux aspects sont probablement à l'origine de l'engouement constaté pour le plan Loire. Le travail collectif qui a été réalisé sur Maisons-Rouges l'a été dans l'enthousiasme, par les élus, par les représentants de l'Etat : préfecture, D.D.E., D.D.A.F., Agence de l'Eau, DIREN, C.S.P. ; et par les spécialistes des associations et des Fédérations de Pêche, travail exemplaire qui devait se conclure le 12 février par la mise à l'enquête publique du projet d'arasement du barrage.

Mais ce scénario bien huilé a été brutalement stoppé à la suite d'une rencontre entre Monsieur JUPPE, Premier Ministre, et un groupe de députés des régions Poitou-Charentes et Centre, dont Jean ROYER, conduit par Monsieur MONORY, Président du Conseil Général de la Vienne et Président du Sénat. Ces élus, dont un ministre Monsieur RAFFARIN, ont obtenu de Monsieur JUPPE que la procédure d'arasement soit gelée au profit de la mise en oeuvre d'une étude alternative pour étudier une échelle à poissons des plus modernes, désavouant ainsi le travail effectué par l'administration depuis plus d'une année. Bien sûr le coup de l'échelle à saumons n'est pas chose nouvelle, à chaque fois qu'un aménageur veut réaliser un barrage sur une rivière il ressort la passe à poissons miracle. Mais les bons naturalistes et la plupart des scientifiques savent bien que l'efficacité de ces aménagements est très relative et qu'il suffit de quelques barrages équipés de passes pour éliminer complètement une population de migrateurs, dont pourtant les plus vivaces ne se déplacent pas dans les rivières d'un pas de sénateur. La construction d'une passe (pour la quatrième fois !) sur la vieille carcasse du barrage de Maisons-Rouges serait un non-sens technique et de plus un gaspillage d'argent public. Indépendamment de ces problèmes, la décision de ne pas arasé Maisons-Rouges est grave de conséquences, *c'est une rupture du contrat de sérénité sur la Loire*, qui avait été introduite par le Plan Loire «Grandeur Nature» de Michel BARNIER. Et, ceci à un très mauvais moment, où l'E.P.A.L.A. dont le Président n'est plus Jean ROYER,



rencontre des difficultés croissantes avec les démissions de la ville de Saint-Etienne et du département de la Loire, deuxième financeur, mais toutefois heureux bénéficiaire avec la ville de Roanne des nuisances des barrages de Villerest et de Grangent. Ceci expliquant peut-être cela.

Du sport en perspective pour le nouveau Président de l'E.P.A.L.A., qui ose lancer dans un tel contexte l'enquête publique pour la construction de Chambonchard : 600 millions de francs d'argent public dont il manque quelques centimes, et qui se demande pourquoi ses bons collègues parlementaires ont éprouvé le besoin d'allumer la mèche écologiste... pour un barrage ridicule de 3,80 m. de haut !

France Nature Environnement, qui, il y a quelques jours, félicitait le Premier Ministre et Madame LEPAGE, Ministre de l'Environnement, pour l'abandon de la ligne très haute tension dans les Pyrénées, désapprouve la décision qui a été prise sur Maisons-Rouges et l'affaiblissement du Plan Loire qui en résulte. Il reste que la décision sur Maisons-Rouges illustre bien l'actuelle politique gouvernementale en matière d'environnement, qui s'apparente plus à une gestion au jour le jour qu'à un pilotage s'inscrivant dans une perspective de développement durable, ce qui est hautement regrettable pour notre pays.

B.R.



Vive la rivière libre !

* EPALA : Etablissement public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents. Le nouveau Président est Eric DOLIGE, Président du Conseil Général du Loiret. Lors de son élection, en remplacement de Jean ROYER, il avait tenu un discours d'ouverture, mais les forces de rappel de l'EPALA l'ont rapidement englouti. Derrière lui se profile l'ombre du grand timonier de Loire, dont le premier capitaine, sorti de l'EPALA par la retraite vient d'y revenir par la grâce du Président.

Le Canal Rhin-Rhône : un ascenseur à contre courant !

Le projet de canal Rhin-Rhône a pour objectif de mettre à grand gabarit la liaison fluviale par la Saône et le Doubs, permettant ainsi aux convois de 4 400 tonnes de passer du Rhône au Rhin.

Le projet de la Compagnie Nationale du Rhône est un énorme chantier en Alsace, Franche-Comté et Bourgogne.

- Il prévoit : la canalisation de la Saône ;
- la rectification du Doubs sur 100 km ;
- la construction de 15 barrages mobiles ;
- l'édification de 24 écluses ;
- le déplacement de 14 stations de pompage d'eau potable ;
- la destruction et reconstruction de 86 ponts ;
- le creusement d'un tunnel sous la citadelle de Besançon ;
- la disparition de 4 700 hectares de terres agricoles ;
- l'aménagement des affluents : la Loue, le Dessoubre..

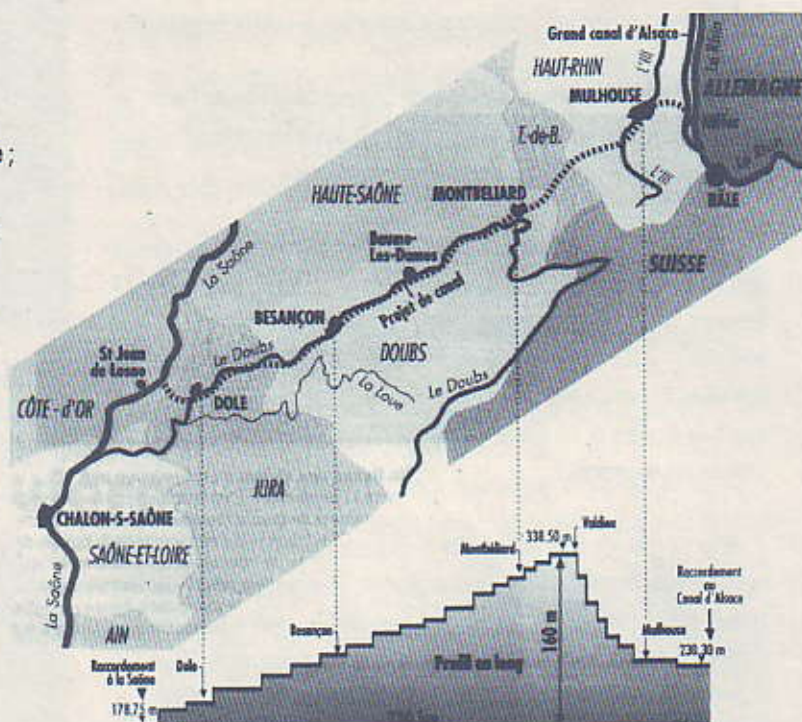
Conçu dans les années soixante, le projet de canal fut reporté d'année en année. Tous les Gouvernements successifs ont refusé en effet d'engager des sommes colossales dans un équipement dont l'utilité n'a jamais été démontrée et dont certains disent, du côté d'EDF, qu'il aurait été un bon projet, mais au 19ème siècle.

A l'exception de ceux présentés par ses promoteurs, tous les rapports émanant, tant des services de l'Etat que d'économistes indépendants, démontrent son absence totale de rentabilité, et son inefficacité à diminuer le nombre de camions sur l'axe Nord-Sud.

L'impact écologique de ce chantier gigantesque serait considérable. Il n'y a pas d'alternative écologique à la canalisation de la Saône et à la rectification des méandres du Doubs. Le réaliser, c'est détruire ces deux rivières et, à cette échelle, aucune compensation écologique n'existe. Dans ce cadre, rentrer dans un processus de négociation de mesures compensatoires ne peut que relever que d'un marché de «D.U.Pes». Le Canal constituerait une menace directe sur l'approvisionnement en eau potable. L'écosystème fragilisé deviendrait plus vulnérable aux pollutions et aucun investissement n'empêcherait l'eutrophisation du Doubs et des plans d'eau. La construction du canal provoquerait également une aggravation des inondations à l'aval sur la Saône.

Le coût de ce projet est évalué à 17 milliards de francs par la C.N.R. mais à plus de 35 milliards, par les économistes indépendants. L'article 36 de la loi d'aménagement du territoire du 4 février 1995 prévoit qu'EDF, et donc le consommateur d'électricité, financerait ce chantier, EDF étant l'exploitant principal de l'aménagement du Rhône réalisé dans les années 50 par la CNR.

Le Collectif SAONE ET DOUBS VIVANTS organise à DOLE le 31 mars 1996 un rassemblement national pour s'opposer à ce projet. D'autres manifestations auront lieu en août de cette année. Les associations de FNE et les militants du réseau Eau seront en première ligne pour défendre les rivières et repousser un projet dont la seule finalité semble être la réalisation de travaux et ceci, indépendamment de tout critère d'utilité. Des travaux pour faire des travaux : déjà vu sur les autres bassins de France !



La Lettre Eau est éditée tous les 4 mois par France Nature Environnement. Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature, fondée en 1968

57 rue Cuvier - 75231 PARIS Cedex - Tél : 43 36 79 95 - Fax : 43 36 84 67 - Directeur de la publication : Lionel BRARD, Président de FNE

Rédacteur en Chef : Bernard ROUSSEAU, responsable des politiques eau de FNE

Réalisation : Nature Centre, fédération régionale des associations du Centre, siège du Réseau Eau de FNE, 71 av. Charles Péguy, 45800 Saint-Jean-de-Braye, Tél-Fax : 38 83 00 80

Crédit photo : Ch. Errath - Collectif Saône-Doubs vivant - WWF - Liaison eau 2000 - FRAPNA - F. Renard

Conception et maquette : Géronimo! - Photogravure : Numériscan - Impression : COPY 45

Abonnement annuel : 60,00 F - Abonnement de soutien : 100,00 F

Correspondance et abonnement à adresser à Vincent PASQUIER, Réseau Eau de FNE, 71 avenue Charles Péguy, 45800 Saint-Jean-de-Braye, Tél : 38 61 17 89 - Fax : 38 83 00 80

ISSN en cours - La reproduction des textes, photos et dessins de ce numéro est autorisée sous réserve d'en citer la source datée.